

Marché européen: «Il faut agir vite!»

PAR MYRET ZAKI

Le banquier Yves Mirabaud plaide pour conclure un accord global avec l'Europe sur l'accès à son marché, avant qu'il ne soit trop tard: les emplois de la finance sont en train de migrer peu à peu.

D EPUIS LE 1^{ER} JANVIER, Yves Mirabaud a succédé à Nicolas Pictet à la présidence de la Fondation Genève Place Financière. Le banquier genevois, associé senior de la Banque Mirabaud, est également membre du conseil de l'Association suisse des banquiers (ASB) depuis six mois.

La place financière genevoise, qui a traversé une crise et un changement de paradigme en huit ans, fait preuve d'une résilience remarquable, note Yves Mirabaud. Mais l'année dernière, elle a connu un ralentissement, avec un déclin de 3% des emplois en 2015, «ce qui n'est pas négligeable». Depuis 2008, l'emploi est néanmoins resté assez stable. «L'explication est que les profils changent, souligne-t-il. Des postes dans les domaines de la compliance, de la gestion du risque, du service juridique, de l'expertise fiscale et de l'informatique se sont créés. Pour la première fois depuis 2008, les postes de front baissent et les banques cherchent des gérants plus spécialisés.»

Cap sur la gestion institutionnelle

Ces dernières années, la place semble aussi traverser une mue qui voit les avoirs institutionnels progresser (avoirs des caisses de pension et d'autres institutions) davantage que les avoirs privés. Faut-il se réjouir de l'essor de l'asset management? Oui, répond Yves Mirabaud, pour qui «la place reste néanmoins très présente dans la gestion privée», même si la gestion institutionnelle progresse en volume. Il souligne les défis de ce deuxième métier: «Il faut se battre pour être les meilleurs: nous sommes encore loin derrière des places comme Londres, New York ou Hongkong.» Aujourd'hui, Genève n'est ainsi pas reconnue comme centre leader dans l'asset management. «Il y a là un travail à faire», souligne Yves Mirabaud, auquel s'attelle notamment l'ASB. A cet

égard, «les acteurs de la place pourraient se montrer plus solidaires entre eux, prêts à investir dans les fonds de placement de banques ou gérants de la place, regrette-t-il: on préfère un important fonds anglo-saxon à un jeune gérant qui se lance chez nous, alors qu'il y a de bons produits en Suisse. En France, on observe plus de solidarité entre acteurs.»

Le vrai défi, c'est le savoir-faire. «La gestion est un métier de compétences», rappelle Yves Mirabaud. Or il pourrait s'avérer plus difficile, selon lui, d'attirer des talents en Suisse en raison de la votation contre l'immigration de masse du 9 février 2014. Autres aspects auxquels Genève doit veiller: «Des conditions-cadres favorables au sens large, un accueil pour les familles, des logements de qualité abordables, un système scolaire et des infrastructures de pointe.» L'enjeu, résume-t-il, est de «créer un centre de compétences dans la gestion d'actifs, même si Genève ne sera pas Londres ou New York; il faut soutenir ceux qui le font en Suisse».

Si la place financière helvétique dispose d'une expertise de premier plan en matière de placement d'actifs, le métier est loin d'être facile, souligne Yves Mirabaud, notamment en matière de vente. C'est un tout autre art que la gestion privée. «C'est un métier exigeant en termes d'acquisition, trouver un client institutionnel prend plus de temps.» Et, même si au bout du compte les montants peuvent être plus importants que dans la gestion privée, «ils ne représentent pas la même profitabilité». Toutefois, «si les performances sont au rendez-vous, il y a un effet boule de neige», résume Yves Mirabaud.

Pour le président de la Fondation Genève Place Financière, la place doit rester diversifiée: gestion privée, asset management, négoce,

fintech et parabancaire. L'idée est de préserver l'effet cluster qui distingue Genève des autres places: «Nous devons maintenir cette mixité d'acteurs qu'on ne trouve que dans peu de centres internationaux: gestion, palette de services qui vont des fonds de placement aux activités de négoce et de trade finance en passant par la certification, l'IT, les avocats, fiduciaires, gérants indépendants.» Il s'agit, pour Yves Mirabaud, de leur offrir les conditions pour les garder à ce niveau et les renforcer.

Certes, la place a profité d'afflux d'avoirs européens, au plus haut de la crise de l'euro. Ses banques semblaient plus solides et sa monnaie plus forte. Mais pour le banquier genevois, «une grande partie de ce mouvement est achevée, et les clients institutionnels, en particulier, visent les meilleures performances et compétences et ne fuient pas une zone ou l'autre». Il s'agit donc pour les établissements suisses de les attirer grâce à leur expertise et d'élever encore leur niveau d'ambition.

Des avancées peu satisfaisantes

Pour préserver l'emploi du secteur financier en Suisse, Yves Mirabaud souligne l'importance d'obtenir l'accès au marché européen. «Il faut le répéter à nos autorités politiques: l'accès au marché est plus important pour l'emploi en Suisse que pour les banques elles-mêmes.» Celles-ci doivent pouvoir servir leur clientèle dans leur pays de résidence et ne peuvent, selon lui, attendre des années une solution institutionnelle avec l'Europe. Dès lors, elles développent leurs affaires hors de Suisse et ont créé des succursales européennes. Le temps passant, les emplois se transfèrent ailleurs, et plus l'accès au marché tardera, plus les banques auront entre-temps établi des activités sur sol européen, investissements qu'elles ne voudront plus défaire ensuite. «Un espoir réside encore dans la stratégie du Conseil fédéral, qui maintient qu'une des conditions pour octroyer l'échange automatique d'informations est d'avoir l'accès au marché.» Pour l'heure, les avancées sont peu satisfaisantes: «Les accords d'accès aux marchés avec les pays individuels restent malheureusement rares et assez restrictifs», et c'est bien un accord global que la Suisse doit viser à terme, selon lui.

Un autre secteur important pour Genève est celui du négoce de matières premières, qui crée des dizaines de milliers d'emplois et représente près de 20% du PIB du canton.

«LA SPÉCULATION DÉPLOIE UN EFFET STABILISATEUR. L'INITIATIVE SOCIALISTE CRÉE UNE INSÉCURITÉ JURIDIQUE REGRETTABLE»

PHOTO: DR



Yves Mirabaud est président de la Fondation Genève Place Financière.

«Les acteurs de ces métiers sont des individus qui font partie des 4% qui paient 40% de l'impôt sur le revenu à Genève, explique Yves Mirabaud. A cela s'ajoutent les recettes fiscales versées par leurs sociétés.» Or la fiscalité de ces sociétés, avec la RIE III, pourra dans certains cas augmenter massivement, en passant de 9 à 13%. Ce taux serait acceptable, mais il est important de le fixer rapidement: «Vaud va voter sur un taux à 13,8%. Si cette réforme est acceptée chez nos voisins, ces sociétés peuvent aisément y déplacer leur siège.» Ces acteurs ont peu d'attaches avec Genève et peuvent aussi quitter la Suisse. «Nous avons donc un intérêt majeur à leur offrir des conditions attractives.»

A cela s'ajoute l'initiative des Jeunes socialistes intitulée «Stop à la spéculation» qui sera votée par le peuple suisse le 28 février et qu'il qualifie de «dangereuse»: «La spéculation déploie un effet stabilisateur. Il n'y a pas de lien de causalité avec la faim dans le monde. En revanche, l'initiative crée une insécurité juridique regrettable.»

Pour ces sociétés de négoce, qui n'hésiteraient pas à partir, il faut donc fixer des règles claires et durables. La RIE III – et son ajustement du taux d'imposition – sera supportable pour celles-ci. Et pour les autres entreprises, dont le taux d'imposition baissera au contraire de 24 à 13%, «le bénéfice sera réinvesti, ce qui représentera une bouffée d'oxygène pour relancer la conjoncture difficile, et créer des emplois», conclut Yves Mirabaud. Enfin, «il est normal que Genève reçoive des compensations, car le canton fait partie des rares donateurs dans la péréquation financière».

Parler des conditions-cadres n'est pas anodin, s'inquiète le banquier: «On constate qu'un nombre de contribuables privés quitte Genève. Le risque de perte d'attractivité ne doit pas être sous-estimé. Et ce n'est pas ainsi que Genève comblera sa dette, bien au contraire.» Yves Mirabaud constate que le dialogue politique à Genève «est polarisé, créant ainsi des incertitudes dommageables pour l'économie». Il prône un «dialogue plus équilibré».

Il s'agit de trouver un équilibre politique, sans faire fuir les recettes fiscales des sociétés de négoce ni celles des personnes physiques. «Ces recettes permettent au canton, ne l'oublions pas, d'offrir à son personnel des rémunérations largement au-dessus de la moyenne helvétique et de fournir également des prestations sociales importantes.» Tel sera l'un des défis de Genève. ■